



Règlements généraux

ADOPTÉS LE 4 DÉCEMBRE 2013
RATIFIÉS LE 27 MARS 2014
MODIFIÉS ET RATIFIÉS 24 MAI 2017
MODIFIÉS ET RATIFIÉS 24 MAI 2018
MODIFIÉS 17 NOVEMBRE 2020



Sommaire

.....	1
SECTION I : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.0 LA CORPORATION.....	5
1.1 LA DÉNOMINATION SOCIALE.....	5
1.2 LE TERRITOIRE.....	5
1.3 LE SIÈGE SOCIAL.....	5
1.4 LE SCEAU DE LA CORPORATION.....	5
SECTION II : LES OBJETS.....	5
2.1 LES OBJETS.....	5
SECTION III : L'INTERPRÉTATION.....	6
3.0 LES DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION.....	6
3.1 LES DÉFINITIONS.....	6
3.2 LA DÉFINITION DE LA LOI.....	7
3.3 LES RÈGLES D'INTERPRÉTATION.....	8
3.5 LES TITRES.....	8
SECTION IV : LES MEMBRES.....	8
4.0 LES CATÉGORIES DE MEMBRES ET CONDITIONS D'ADMISSION.....	8
4.1 LE MEMBRE ACTIF.....	8
4.2 LA COTISATION.....	11
4.3 LA DÉMISSION D'UN MEMBRE.....	11
4.4 LA SUSPENSION ET L'EXPULSION.....	11
4.5 LES CARTES ET/OU LES CERTIFICATS.....	12
SECTION V : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	12
5.1 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE.....	12
5.2 LES OBJETS.....	12
5.3 L'AVIS DE CONVOCATION.....	12
5.4 LE QUORUM.....	13



5.5	LE PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE.....	13
5.6	LE VOTE	13
5.7	L'AJOURNEMENT	14
5.8	L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	14
5.9	<i>L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE</i>	14
SECTION VI : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....		15
6.1	LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	15
6.2	L'ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS	16
6.3	LES RÔLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	16
6.4	LA DURÉE DES FONCTIONS	17
6.5	LE MÉCANISME DE ROTATION	17
6.6	POSTES VACANTS	17
6.7	LA CESSATION ET DESTITUTION	18
6.8	LA RÉMUNÉRATION	18
6.9	LA LIMITE DES POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	18
6.10	LES COMITÉS	19
6.11	L'AVIS DE CONVOCATION.....	19
6.12	NOMBRE DE RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 19	
6.13	LES ASSEMBLÉES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	19
6.15	LES ASSEMBLÉES EXTRAORDINAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	20
6.16	LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	20
6.17	LE QUORUM.....	20
6.18	LE VOTE	20
6.19	L'AJOURNEMENT	21
6.20	L'EXONÉRATION	21
SECTION VII LES DIRIGEANTS		21
7.1	LES DIRIGEANTS	22
7.2	POSTES VACANTS	22



7.3	LA CESSATION ET DESTITUTION	22
7.4	LES MANDAT ET FONCTIONS.....	22
7.5	LA RÉMUNÉRATION	22
SECTION VIII : LE DIRECTEUR GÉNÉRAL.....		23
8.1	LE DIRECTEUR GÉNÉRAL.....	23
8.2	LES RÔLES ET FONCTIONS	23
8.3	LES COMITÉS OPÉRATIONNELS	23
8.4	LES EMPLOYÉS	23
8.5	L'EMBAUCHE ET DESTITUTION	23
SECTION XIV : LES DISPOSITIONS DIVERSES.....		23
9.1	L'EXERCICE FINANCIER.....	23
9.2	LES EFFETS BANCAIRES.....	24
9.3	L'AUTORISATION	24
9.4	LIQUIDATION	24
SECTION X : LES RÈGLEMENTS.....		25
10.1	LES PROCÉDURES D'ADOPTION, DE MODIFICATION OU D'ABROGATION.....	25
10.2	LA RATIFICATION	25
10.3	L'ABROGATION ET REMPLACEMENT.....	25
SECTION XI : LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES.....		26
11.1	L'ENTRÉE EN VIGUEUR	26
11.2	L'ADOPTION	26



SECTION I : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.0 LA CORPORATION

1.1 LA DÉNOMINATION SOCIALE

La Corporation a été constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies du Québec*, Partie III, libro C-896 folio 52 sous la dénomination sociale Conseil de la culture de Lanaudière, **le 7 juin 1978**. La Corporation peut aussi utiliser la dénomination sociale Culture Lanaudière.

1.2 LE TERRITOIRE

Le territoire privilégié de la Corporation est la région Lanaudière, désignée région administrative 14 par le gouvernement du Québec.

1.3 LE SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Corporation est établi sur le territoire du Québec dans le district de Lanaudière à telle adresse déterminée par le Conseil.

1.4 LE SCEAU DE LA CORPORATION

Un sceau dont le mode d'utilisation sera déterminé par une politique du Conseil prévue à cet effet

SECTION II : LES OBJETS

2.1 LES OBJETS

Créée par le ministère de la Culture et des Communication du Québec, la Corporation est un organisme régional indépendant, et à but non lucratif, rassemblant toute personne venant des milieux culturels et artistiques, intéressée à promouvoir la culture sous toutes ses formes.



Les objets de la Corporation sont tels que précisés dans ses Lettres patentes émises le 7 juin 1978 et ses Lettres patentes supplémentaires émises le 25 novembre 1993.

SECTION III : L'INTERPRÉTATION

3.0 LES DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

3.1 LES DÉFINITIONS

À moins d'une disposition expresse au contraire ou à moins que le contexte ne le veuille autrement, dans ces règlements :

Acte constitutif désigne le mémoire des conventions, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires de la Corporation, les règlements adoptés en vertu des articles 21 et 87 de la loi et les avis de l'article 32;

Administrateur désigne un membre du Conseil d'administration;

Conseil désigne le Conseil d'administration de la Corporation;

Corporation désigne le Conseil de la culture de Lanaudière;

Dirigeants désigne le président de la Corporation, le vice-président, le secrétaire corporatif, le trésorier;

Famille désigne l'ensemble des membres œuvrant dans une même discipline ou le même domaine tel que définies dans la politique prévue à cet effet.

Jour ouvrable dans le calcul d'un délai prévu aux présents règlements, « jour ouvrable » exclut le samedi, le dimanche et les jours de congé férié au cours desquels les bureaux de la Corporation sont fermés;

Jour de calendrier : dans le calcul d'un délai prévu aux présents règlements, « jour de calendrier » inclut le samedi, le dimanche et les jours de congé férié au cours desquels les bureaux de la Corporation sont fermés;



Loi : *Loi sur les compagnies du Québec* (L.R.Q., chapitre c-38 partie III).

Majorité simple signifie cinquante pour cent plus un (50 % + 1) des voix exprimées à une assemblée, sans tenir compte des abstentions et des votes nuls;

Membre associé désigne un individu ou un délégué d'une personne morale qui appuie la cause artistique et culturelle dans Lanaudière.

Membre actif individu désigne un individu provenant de l'une ou l'autre des familles et qui respecte les conditions d'admission définies aux présents règlements;

Membre actif organisme désigne une personne morale artistique ou culturelle, soit une association, un organisme, une municipalité, une MRC ou une entreprise dument incorporées qui délègue un individu et qui respecte les conditions d'admission définies aux présents règlements;

Personne cooptée, désigne une personne nommée par le Conseil à titre d'administrateur;

Politique : désigne un énoncé du Conseil précisant divers éléments pertinents à son rôle de mandataire fiduciaire en tenant compte de l'actualisation de la gouvernance;

Région désigne la région administrative de Lanaudière telle que reconnue par décret du gouvernement du Québec;

Règlements désignent les présents règlements ainsi que tous les autres règlements de la Corporation alors en vigueur.

Secrétaire corporatif désigne le directeur général.

3.2 LA DÉFINITION DE LA LOI

Sous réserve de ce qui précède, les définitions prévues à la loi s'appliquent aux termes utilisés dans les règlements.



En cas de contradiction entre la Loi, l'acte constitutif ou les règlements, la Loi prévaut.

3.3 LES RÈGLES D'INTERPRÉTATION

Les termes employés au singulier comprennent le pluriel et vice versa, ceux employés au masculin comprennent, le féminin et vice versa, et ceux s'appliquant à des personnes physiques s'appliquent aussi pour des personnes morales.

3.5 LES TITRES

Les titres utilisés dans les règlements ne le sont qu'à titre de références et ils ne doivent pas être considérés dans l'interprétation des termes ou des dispositions des règlements.

SECTION IV : LES MEMBRES

4.0 LES CATÉGORIES DE MEMBRES ET CONDITIONS D'ADMISSION.

La Corporation compte trois (3) catégories de membres. Le membre actif, individuel ou corporatif et le membre associé.

4.1 LE MEMBRE ACTIF

4.1.1 Membre actif individuel

Le membre actif individuel est une personne physique qui exerce les droits et privilèges tels que définis dans les présents règlements.

Conditions d'admission :



Peut être admis à titre de membre actif, *une personne provenant de l'une ou l'autre des familles*, tel que définie dans la politique du Conseil prévue à cet effet et qui répond aux conditions d'admissions suivantes :

- a) soumettre au secrétaire corporatif une demande écrite d'adhésion selon le formulaire établi à cet effet par le Conseil;
- b) accepter la mission et les objets de la Corporation
- c) désirer soutenir la Corporation dans la réalisation de ses orientations et participer de différentes façons à la réalisation des objectifs de celle-ci
- d) acquitter la cotisation annuelle et, s'il y a lieu, toute cotisation que le Conseil pourrait déterminer
- e) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil
- f) être accepté par le Conseil.

4.1.2 Membre actif corporatif

Le membre actif corporatif désigne toute personne morale légalement constituée. Sont considérées aussi comme membre actif corporatif, les municipalités et MRC.

Conditions d'admission :

Peut être admis à titre de membre actif corporatif de la Corporation, un organisme qui répond aux conditions d'admission suivantes :

- a) soumettre au secrétaire corporatif une demande écrite d'adhésion selon le formulaire établi à cet effet par le Conseil;
- b) acquitter la cotisation annuelle, s'il y a lieu, toute cotisation que le Conseil pourrait déterminer



- c) accepter la mission et les objets de la Corporation
- d) désirer soutenir la Corporation dans la réalisation de ses orientations et participer de différentes façons à la réalisation des objectifs de celle-ci
- e) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil
- f) À l'intérieur de soixante (60) jours de calendrier de la date de l'assemblée générale, désigner une personne qui exercera les droits et les privilèges tels que définis dans les présents règlements
- g) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil
- h) être accepté par le Conseil.

4.1.3 Le membre associé

Peut être admis à titre de membre associé de la Corporation, un individu qui appui la cause artistique et culturelle :

Conditions d'admission :

- a) soumettre au secrétaire corporatif une demande écrite d'adhésion selon le formulaire établi à cet effet par le Conseil;
- b) accepter la mission et les objets de la Corporation
- c) désirer soutenir la Corporation dans la réalisation de ses orientations et participer de différentes façons à la réalisation des objectifs de celle-ci
- d) acquitter la cotisation annuelle et, s'il y a lieu, toute cotisation que le Conseil pourrait déterminer
- e) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil
- f) être accepté par le Conseil.



4.2 LA COTISATION

Le Conseil fixe le montant de la cotisation annuelle selon la politique du Conseil prévue à cet effet. Cette cotisation est payable à la réception de l'avis de cotisation et doit être payée au plus tard trente (30) jours de calendrier avant la date de l'assemblée générale annuelle de la Corporation.

Toute cotisation n'est pas remboursable en cas de démission, de suspension ou d'expulsion d'un membre.

4.3 LA DÉMISSION D'UN MEMBRE

Un membre actif individuel ou le délégué du membre actif corporatif, et le membre associé peut démissionner en faisant parvenir un avis écrit au secrétaire corporatif. Sa démission prend effet à la réception de son avis écrit.

Elle ne libère toutefois pas le membre du paiement de toute cotisation due à la Corporation avant que sa démission ne prenne effet. Aucune cotisation n'est remboursable.

4.4 LA SUSPENSION ET L'EXPULSION

Le Conseil **peut**, par résolution, suspendre, pour la période qu'il détermine, ou expulser tout membre ou le délégué du membre actif corporatif, qui ne respecte pas les règlements de la Corporation ou qui agit contrairement aux intérêts de cette dernière.

Cependant, avant de prononcer la suspension ou l'expulsion, le Conseil doit, par lettre recommandée, l'aviser de la date et de l'heure de l'audition de son cas, lui faire part succinctement des motifs qui lui sont reprochés et lui donner la possibilité de se faire entendre.

Tout membre qui néglige de payer ou qui ne paie pas sa cotisation pour une période de trente (30) jours de la date à laquelle elle était exigible, peut être suspendu et perdre tous ses droits dont, entre autres, le droit de vote et le droit d'agir en tant que dirigeants de la personne morale. Des frais supplémentaires peuvent lui être imputés s'il désire récupérer son statut de membre.



4.5 LES CARTES ET/OU LES CERTIFICATS

Les administrateurs peuvent émettre des cartes et/ou des certificats de membre et en approuver la forme et la teneur. La durée de la validité de la carte est d'un maximum d'une année et est renouvelable conséquemment au paiement du renouvellement de la cotisation.

SECTION V : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

5.1 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle est composée des membres en règle et des administrateurs. L'assemblée générale annuelle des membres de la Corporation se tient sur le territoire de Lanaudière, à la date et à l'heure définie par le Conseil.

L'assemblée générale annuelle doit être tenue dans les quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier suivant la fin de l'année financière.

5.2 LES OBJETS

L'assemblée générale annuelle a pour objets :

- a) La présentation du rapport du président;
- b) La présentation du rapport des activités
- c) Le dépôt du rapport financier;
- d) L'élection des administrateurs selon le processus d'élection annuelle;
- e) La nomination d'un auditeur indépendant des comptes;
- f) Le cas échéant, la ratification des changements aux règlements généraux que le Conseil aurait pu adopter ;
- g) L'étude de toute proposition soumise par le Conseil;
- h) Donner la parole aux membres.

5.3 L'AVIS DE CONVOCATION

L'avis de convocation de chaque assemblée générale annuelle des membres doit être expédié, par le secrétaire corporatif, aux membres et au délégué du



membre corporatif. Cette convocation, se donne par lettre, ou courrier électronique, comprenant les informations sur la date, l'heure, le lieu et les objets de la tenue de cette assemblée, et doit être transmis aux coordonnées telles que transmises par le membre au moins trente (30) jours de calendrier avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée

L'omission accidentelle de faire parvenir cet avis à un ou quelques membres ou la non réception d'un avis par toute personne n'a pas pour effet de ne rendre nulles les résolutions adoptées à cette assemblée. Il est loisible à tout membre de renoncer à un avis de convocation et la présence d'un membre à une assemblée couvre le défaut d'avis quant à ce membre sauf si sa présence est pour contester le défaut d'avis à cette réunion

5.4 LE QUORUM

À moins que la loi ou l'acte constitutif n'exige un quorum différent à une assemblée des membres, le quorum est constitué des personnes présentes ayant droit de vote.

5.5 LE PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE

Les assemblées des membres sont présidées par le président de la Corporation ou par toute autre personne choisie par le Conseil à cet effet. Les délibérations des assemblées générales se dérouleront selon les modalités déterminées par le président d'assemblée.

5.6 LE VOTE

A droit de vote à l'assemblée générale toute personne ayant droit de vote. Le vote par procuration n'est pas permis.

Sauf dispositions contraire dans la Loi ou les règlements, toute résolution est adoptée à majorité simple des personnes ayant droit de vote présentes. Tout vote se prend à main levée, sauf si dix-pour cent (10%) des personnes ayant droit de vote le demande. Dans un tel cas, on procède par scrutin secret. Le secrétaire corporatif agit comme scrutateur ou toute autre personne choisie par le Conseil à cet effet



En cas d'égalité des voix, le président d'assemblée ne possède pas un second vote ou un vote prépondérant. Le statu quo prévaut et toute proposition est rejetée

5.7 L'AJOURNEMENT

Une assemblée des membres peut être ajournée en tout temps par le président d'assemblée ou sur un vote majoritaire des **personnes** ayant droit de vote présentes. Cette assemblée peut être tenue telle qu'ajournée sans qu'il soit nécessaire de la convoquer de nouveau. Lors de la reprise de l'assemblée ajournée, toute affaire qui aurait pu être transigée lors de l'assemblée en cours de laquelle l'ajournement fut voté peut être validement transigée

5.8 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Sur réception, par le secrétaire corporatif à son siège social, d'une demande écrite signée par au moins un dixième (10%) des personnes ayant droit de vote, indiquant les objets de l'assemblée projetée, le secrétaire corporatif doit immédiatement convoquer une assemblée extraordinaire des membres pour l'expédition de l'affaire mentionnée dans la demande

Si le Conseil n'a pas convoqué l'assemblée et qu'elle n'a pas été tenue dans les vingt-et-un 21 jours à compter de la date de la demande, tous membres signataires de la demande ou non, représentant au moins un dixième (10%) du nombre total des membres, peuvent eux-mêmes convoquer l'assemblée et en fixer la date, l'heure et l'endroit

Seul(s) le (ou les) objet(s) de toute assemblée générale extraordinaire mentionné(s) dans l'avis de convocation d'une telle assemblée peut (peuvent) faire l'objet de délibérations, aucune affaire nouvelle n'étant acceptée

5.9 L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

La Loi sur les compagnies du Québec a procédé à une modification substantielle concernant la tenue des assemblées générales des membres.

Dorénavant, une assemblée générale annuelle ou extraordinaire des membres pourra avoir lieu par tout moyen de communication permettant aux membres de communiquer immédiatement entre eux par moyen électronique (Skype, ZOOM, Face Time etc.).



Les moyens de communication pourront donc être une vidéoconférence ou une audioconférence....

Il est également possible qu'au cours d'une même assemblée certains membres participent à l'assemblée en personne et d'autres y participent par un moyen technologique. Ce sera au Conseil à le décider et à le prévoir lors de l'avis de convocation ou d'insérer les modalités dans les règlements généraux. Ce sera également au Conseil de choisir les modalités technologiques en fonction lors de l'assemblée des membres.

S'il est nécessaire de tenir un vote secret, comme par exemple lors de l'élection des administrateurs, le vote pourra être pris par tout moyen de communication permettant à la fois de préserver la confidentialité du vote et en permettre la vérification subséquente.

SECTION VI : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

6.1 LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Corporation est administrée par un Conseil d'administration composé de **neuf (9)** administrateurs issus des membres actifs individuels et de délégués de membres actifs corporatifs en règle et de personnes cooptées par le Conseil. :

- a) Quatre (4) personnes issues des membres actifs individuels;
- b) Deux (2) personnes issues des membres actifs corporatifs;
- c) Une personne issue d'une municipalité de moins de 10 000 habitants;
- d) Une personne issue d'une municipalité de plus de 10 000 habitants;
- d) Une (1) personne cooptée.

Un administrateur ne peut avoir de substitut. Chaque administrateur siège au Conseil à titre strictement personnel et est tenu d'agir en tout temps en conformité avec le présent règlement.



Aucun administrateur ne peut être lié à un autre administrateur.

Le directeur général y assiste avec droit de parole, sans droit de vote.

6.2 L'ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

- 6.2.1 Au plus tard soixante (60) jours de calendrier avant l'assemblée générale annuelle, un appel de mises en candidatures est effectué à l'ensemble des membres.
- 6.2.2 6.2.2 Les mises en candidature se tiennent sur une période de vingt (20) jours de calendrier. Le candidat intéressé devra dûment compléter le bulletin de mise en candidature et le transmettre au secrétaire corporatif qui les fera parvenir au comité des mises en candidatures;
- 6.2.3 Le rôle et le mandat du comité des mises en candidatures sont déterminés dans la politique du Conseil prévue à cet effet;
- 6.2.4 Au plus tard trente (30) jours de calendrier avant l'assemblée générale, le Conseil transmet aux personnes ayant droit de vote la liste des candidats;
- 6.2.5 S'il n'y a qu'un candidat intéressé, ledit candidat est élu par acclamation;
- 6.2.6 S'il y a plus d'un candidat pour un poste, le vote se prend par scrutin secret par les personnes ayant droit de vote. Les candidats ayant recueillis le plus grand nombre de voix sont élus
- 6.2.7 *Lors de la période de mise en candidature, s'il y a plus d'un candidat provenant d'un membre actif organisme tel que défini, le membre actif organisme concerné doit identifier son délégué.*

6.3 LES RÔLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Le Conseil gère et administre les affaires de la Corporation en fonction des objets inscrits dans ses Lettres patentes et des orientations générale que la Corporation s'est données, notamment en l'élaboration d'une vision d'avenir, en l'établissement des politiques claires dans les domaines pertinents à la progression de la Corporation dans l'accomplissement de sa mission et en favorisant le développement d'un réseau entre la Corporation, ses membres et ses partenaires, le tout selon des politiques du Conseil prévues à cet effet

6.4 LA DURÉE DES FONCTIONS

Le mandat de l'administrateur est de (2) ans se terminant à la fin de l'assemblée générale de l'année d'échéance.

Tout administrateur dont le mandat se termine est rééligible pour un maximum de quatre (4) mandats complets consécutifs, à moins que lors de l'élection en vigueur à ce moment, aucune candidature ne soit soumise.

Tout administrateur élu entre en fonction à la clôture de l'assemblée générale annuelle.

6.5 LE MÉCANISME DE ROTATION

Pour assurer le mécanisme de rotation pour l'élection des administrateurs, il est réputé que les sièges seront numérotés de 1 à 9.

Les sièges impairs 1, 3, 5, 7 et 9 seront en élection aux années impaires. Les sièges 2, 4, 6 et 8 seront en élection aux années paires.

Le siège 9 est comblé par une personne cooptée

6.6 POSTES VACANTS

Tout administrateur dont la charge est devenue vacante peut être remplacé par le Conseil au moyen d'une simple résolution.

L'administrateur nommé en remplacement demeure en fonction pour le reste du terme non expiré.



Le Conseil peut, entre temps, valablement continuer à exercer ses fonctions, pourvu que le quorum subsiste à chaque réunion

6.7 LA CESSATION ET DESTITUTION

Cesse de faire partie du Conseil et d'occuper sa fonction d'administrateur tout administrateur qui :

- A. Présente par écrit sa démission au secrétaire corporatif;
- B. Décède ou devient failli;
- C. S'absente de deux (2) réunions au cours d'un même exercice, à moins de circonstances exceptionnelles approuvées par le conseil;
- D. N'est plus membre actif individuel ou corporatif en règle;
- E. N'est plus la personne issue du membre actif corporatif;
- F. Est destitué par un vote majoritaire des personnes ayant droit de vote lors d'une assemblée extraordinaire prévue à cet effet

6.8 LA RÉMUNÉRATION

Les administrateurs ne sont pas rémunérés pour leurs services. Ils peuvent cependant être indemnisés pour des dépenses directes et raisonnables encourues dans l'exercice de leurs fonctions selon la politique du Conseil prévue à cet effet.

6.9 LA LIMITE DES POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'administrateur de la Corporation doit agir dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés avec soin, prudence, diligence et compétence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable, avec honnêteté, loyauté et dans l'intérêt de la Corporation. Il est tenu de déclarer, pour consignation au procès-verbal, son intérêt direct ou indirect, distinct de celui de la Corporation, dans un contrat ou une affaire que projette la Corporation.

L'administrateur ayant ainsi un intérêt ne peut participer à la discussion et à la décision sur le contrat ou l'affaire en cause et peut se retirer physiquement de la salle des délibérations tant que la discussion n'est pas terminée et décision prise. Le défaut d'un administrateur à se conformer à cet article n'entraîne pas la nullité



de la décision prise mais il rend cet administrateur redevable de ses bénéfices envers la Corporation, ses membres ou ses créanciers et peut entraîner sa destitution comme administrateur.

De plus, chaque administrateur évitera de se placer en situation de conflit d'intérêt ou d'être en apparence de conflit d'intérêts.

6.10 LES COMITÉS

Pour l'aider dans l'exécution de son mandat, le Conseil peut mettre sur pied tout comité jugé nécessaire pour l'aider dans l'accomplissement de son mandat conformément aux politiques du Conseil établies à cet effet.

6.11 L'AVIS DE CONVOCATION

L'avis de convocation, accompagné d'un ordre du jour, à une assemblée du Conseil se donne par le secrétaire corporatif par lettre, télécopieur, téléphone ou courrier électronique dans un délai d'au **moins cinq (5) jours**. Si tous les administrateurs sont présents ou si tous les administrateurs y consentent par écrit, l'assemblée peut avoir lieu sans avis préalable de convocation. La présence d'un administrateur à une assemblée couvre le défaut d'avis quant à cet administrateur sauf si sa présence est pour contester le défaut d'avis à cette réunion

6.12 NOMBRE DE RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil se réunit au moins quatre reprises au cours de l'exercice financier en plus de l'assemblée générale annuelle, à tout endroit de son territoire. Le Conseil établit ses propres procédures.

Il est tenu de se réunir annuellement, lors d'une réunion spécialement tenue à cette fin, immédiatement après l'assemblée générale annuelle, pour élire parmi **les administrateurs**, les dirigeants du Conseil. La tenue de cette réunion ne nécessite pas d'avis de convocation.

6.13 LES ASSEMBLÉES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les administrateurs peuvent, s'ils sont tous d'accord, participer à toute



assemblée du Conseil à l'aide de moyens leur permettant de communiquer oralement et simultanément entre eux. Ils sont alors réputés avoir assisté à la réunion.

De plus, toute résolution écrite signée par tous les administrateurs est valide et a le même effet que si elle avait été adoptée à une assemblée du Conseil dûment convoquée et tenue. Une telle résolution est insérée au registre des procès-verbaux de la Corporation au même titre qu'un procès-verbal régulier.

6.15 LES ASSEMBLÉES EXTRAORDINAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les assemblées extraordinaires du Conseil peuvent être convoquées à la demande du président du Conseil ou de trois (3) administrateurs par écrit, laquelle demande doit comprendre les motifs d'une telle convocation. Seuls les sujets mentionnés à l'avis de convocation peuvent être discutés. Le délai d'avis pour une assemblée extraordinaire est de quarante-huit (48) heures

6.16 LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président du Conseil ou, en son absence, le vice-président, préside toutes les assemblées des administrateurs. Si les dirigeants mentionnés ci-dessus sont absents ou refusent d'agir, les personnes présentes peuvent choisir quelqu'un parmi eux pour agir comme président d'assemblée. Advenant l'égalité des votes, le président n'a pas le droit de vote prépondérant, ainsi le statu quo prévaut et toute proposition est alors considérée comme rejetée.

6.17 LE QUORUM

Le quorum est fixé à cinq (5) administrateurs. Le quorum doit exister pendant toute la durée de la réunion

6.18 LE VOTE

Le vote par procuration n'est pas permis. Tout administrateur a droit à un vote et toutes les questions soumises au Conseil doivent être décidées au moins à la majorité simple des votes des administrateurs. Le vote est pris à main levée à moins que le président ou un administrateur ne demande le scrutin. Si le vote se



fait par scrutin, le secrétaire corporatif agit comme scrutateur et dépouille le scrutin

6.19 L'AJOURNEMENT

Le président du Conseil peut, avec le consentement des administrateurs présents à une réunion du Conseil, ajourner toute réunion du Conseil à une date et dans un lieu qu'il détermine, sans qu'il soit nécessaire de donner un nouvel avis de convocation aux administrateurs.

Lors de la reprise de réunion, le Conseil peut valablement délibérer conformément aux modalités prévues lors de la réunion pourvu qu'il y ait quorum. Les administrateurs constituant le quorum lors de la réunion initiale ne sont pas tenus de constituer le quorum lors de la reprise de cette réunion. S'il n'y a pas quorum à la reprise de la réunion celle-ci est réputée avoir pris fin à la réunion précédente où l'ajournement fut décrété

6.20 L'EXONÉRATION

Dans les limites permises par la Loi, chaque administrateur a assumer et assume la fonction d'administrateur incluant celle de dirigeant à la condition expresse et en considération du présent engagement de l'exonérer de toute responsabilité et de le tenir indemne ainsi que ses successeurs, héritiers et ayant droit, de toute réclamation, action, frais ou charge en raison de toute action ou omission de sa part dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, à l'exception d'une fraude commise directement par ledit administrateur ou découlant de grossière négligence de sa part ou son omission volontaire.

La Corporation s'engage à prendre fait et cause pour l'administrateur dans les éventualités susmentionnées. La Corporation doit utiliser les fonds de la Corporation à cette fin et doit obtenir une assurance appropriée.

De plus aucun administrateur de la Corporation ne peut être tenu responsable des actes d'un autre administrateur de la Corporation qui aurait pu causer du dommage de quelque nature que ce soit à la Corporation.

SECTION VII LES DIRIGEANTS



7.1 LES DIRIGEANTS

Les dirigeants de la Corporation sont : le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire corporatif. Le président, le vice-président et le trésorier sont élus par les administrateurs lors de la réunion du Conseil prévue à l'article 6.13 des présents règlements. Le directeur général assume la fonction de secrétaire corporatif.

7.2 POSTES VACANTS

Toute vacance est comblée par résolution du Conseil pour la durée non écoulée du mandat du dirigeant remplacé.

7.3 LA CESSATION ET DESTITUTION

Cesse immédiatement d'être dirigeant celui :

- a) Présente par écrit sa démission au Conseil;
- b) Cesse d'être administrateur;
- c) Est destitué par un vote affirmatif de six(6) voix des administrateurs.

Toutefois, avant qu'une telle mesure ne soit prise, de cessation ou de destitution, un avis écrit préalable de trente (30) jours de calendrier doit être signifié audit dirigeant afin de lui donner l'opportunité de s'amender ou d'exposer au Conseil sa version des faits et contester les motifs allégués à l'appui de ces mesures

7.4 LES MANDAT ET FONCTIONS

À l'exception du secrétaire corporatif, le mandat des dirigeants ainsi élus est de un (1) an. Ils sont rééligibles. Leur rôle et leur fonction sont définis dans la politique du Conseil prévue à cet effet

7.5 LA RÉMUNÉRATION

À l'exception du directeur général, les administrateurs ne sont pas rémunérés pour leurs services. Ils peuvent cependant être indemnisés pour des dépenses directes et raisonnables encourues dans l'exercice de leurs fonctions selon la politique du Conseil prévue à cet effet



SECTION VIII : LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

8.1 LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le directeur général est embauché par le Conseil pour, de façon générale, exercer les responsabilités et les fonctions qui lui sont conférées par le Conseil et tel que décrit dans un contrat de travail et dans la politique du Conseil prévue à cet effet. Il est le seul employé du Conseil

8.2 LES RÔLES ET FONCTIONS

Le directeur général assume les fonctions de secrétaire corporatif lesquels rôles et fonctions sont précisés dans la politique du Conseil prévue à cet effet

8.3 LES COMITÉS OPÉRATIONNELS

Pour l'aider dans l'exécution de son mandat, le directeur général peut former des comités opérationnels, pour l'aider dans ses fonctions et dont les mandats sont précisés dans la politique du Conseil prévue à cet effet

8.4 LES EMPLOYÉS

Tous les employés, les comités opérationnels sont sous la responsabilité du directeur général

8.5 L'EMBAUCHE ET DESTITUTION

Un vote de six (6) administrateurs est requis pour embaucher ou destituer le directeur général

SECTION XIV : LES DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 L'EXERCICE FINANCIER



L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 mars de chaque année.

9.2 LES EFFETS BANCAIRES

Tous les effets bancaires et contrats sont régis par une politique du Conseil prévue à cet effet.

9.3 L'AUTORISATION

Le Conseil est autorisé à poser l'un ou plusieurs des gestes suivants, par simple résolution, et désigner la ou les personnes pouvant agir en son nom à cet effet :

- a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la Corporation;
- b) Émettre des obligations ou autres valeurs de la Corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) Hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la Corporation;
- d) Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens, meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels;
- e) Acquérir et détenir des actions de société par actions, les vendre ou autrement en disposer;
- f) Répondre pour la Corporation à tous les brefs de saisie avant ou après jugement ou ordonnance sur les faits et articles qui peuvent être signifiés à la Corporation;
- g) Signer l'affidavit nécessaire aux procédures judiciaires;
- h) Produire une défense aux procédures faites contre la Corporation;
- i) Poursuivre ou faire une requête en faillite contre tout débiteur de la Corporation, à assister et à voter aux assemblées de créanciers et à accorder des procurations nécessaires.

Aucune des présentes dispositions ne limite ni ne restreint les emprunts d'argent par la Corporation sur des lettres de change ou billets à ordre faits, acceptés ou endossés par la Corporation ou en son nom

9.4 LIQUIDATION

En cas de liquidation de la Corporation, les biens de cette dernière seront dévolus à une organisation exerçant une activité semblable



SECTION X : LES RÈGLEMENTS

10.1 LES PROCÉDURES D'ADOPTION, DE MODIFICATION OU D'ABROGATION

Le Conseil a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger les règlements de la Corporation. Sous réserve des exceptions prévues dans la Loi, chaque adoption, modification ou abrogation d'un règlement, à moins qu'elle ne soit ratifiée dans l'intervalle par une assemblée générale n'est en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée générale et si elle n'est pas ratifiée à cette assemblée, elle cesse à compter de ce jour seulement, d'être en vigueur

10.2 LA RATIFICATION

Toute ratification nécessite l'approbation, par majorité simple, des voix des membres votants présents à une assemblée générale annuelle ou extraordinaire dûment convoquée à cette fin, sauf les modifications pertinentes à des changements aux Lettres patentes (changement de dénomination sociale, changement des objets, changement du nombre d'administrateurs et changement de la localité du siège social), lesquels nécessitent l'approbation des deux tiers (2/3) des voix des membres votants présents à une assemblée générale extraordinaire dûment convoquée à cette fin

10.3 L'ABROGATION ET REMPLACEMENT

Le présent règlement remplace tout autre règlement concernant les affaires générales de la Corporation et tout particulièrement abroge et remplace le règlement général du 16 juin 2010, ses changements et ses ajouts.



SECTION XI : LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

11.1 L'ENTRÉE EN VIGUEUR

Les présents règlements entrent en vigueur dès leur ratification par les membres ayant droit de vote réunis en assemblée générale et demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation ou jusqu'à leur modification

11.2 L'ADOPTION

Le présent règlement est adopté par le Conseil de la Corporation pour entrer en vigueur le 4 décembre 2013 selon les dispositions prévues dans les présents règlements. Il a été ratifié par l'assemblée générale des membres le 27 mars 2014.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT :

Ce qui précède est le texte intégral des règlements généraux dûment adoptés par la Corporation conformément à la Loi

Joliette le 27 mars 2014

Jean-Pierre Corneault
Président

Andrée Saint-Georges
Secrétaire

